

#breakfreefromplastic



Traité international Plastique **Les intérêts pétrochimiques compromettent les négociations du traité sur les matières plastiques**

Communiqué de presse | Dimanche 19 novembre 2023 | Pour communication immédiate

Malgré l'appel pressant de la société civile, les pays ne sont pas parvenus à un consensus sur les travaux intersessionnels en vue du prochain cycle de négociations.

La troisième réunion du comité de négociation intergouvernemental (INC-3) pour [un accord mondial visant à mettre fin à la pollution plastique](#) s'est achevée aujourd'hui au siège du PNUÉ à Nairobi. Malgré un mandat pour un projet révisé, les États membres ne sont pas parvenus à un accord sur les priorités des travaux intersessions avant la INC-4, malgré une tentative de dernière minute, mettant en péril des avancées significatives pour le processus du traité.

Compte tenu de [l'influence de la pétrochimie sur les négociations du traité](#), y compris la "faible ambition" d'un groupe de [pays producteurs de plastique "partageant les mêmes idées"](#), et le manque d'ambition des pays dits "à haute ambition", l'INC-3 s'est achevée sans avancée concrète vers le mandat adopté lors de la cinquième Assemblée des Nations-Unies pour l'environnement (UNEA 5.2), à savoir la négociation d'un traité complet et juridiquement contraignant qui couvrira des mesures tout au long du cycle de vie du plastique.

Après sept jours de négociations, l'INC-3 a manqué l'occasion de poser les jalons d'un travail intersession ambitieux sur n'importe quelle priorité, y compris l'élaboration d'objectifs et de calendriers pour une réduction globale de la production de plastique, ainsi que des mécanismes stricts permettant de contrôler le respect d'un objectif de réduction global.

Malgré les résultats décevants de ce volet de négociation, certains pays, en particulier les petits États insulaires en développement et le groupe africain, ont fortement soutenu les dispositions relatives à la production de plastique, aux produits chimiques préoccupants, à la protection de la santé humaine et environnementale, aux droits de l'homme, à la reconnaissance de l'importance des connaissances des peuples autochtones et à la définition de la voie à suivre pour une transition juste. Toutefois, l'influence d'un groupe de pays producteurs de combustibles fossiles et de plastique a eu raison de ces perspectives.

Les États membres ont encore la possibilité de conclure l'un des accords environnementaux les plus importants de l'histoire d'ici à la fin de 2024 alors qu'il ne reste plus que deux INC. Les INC doivent établir une politique solide en matière de conflits d'intérêts et réévaluer la manière de traiter avec les pays qui bloquent délibérément l'ambition du processus de négociation.

La réaction de Diane Beaumenay-Joannet, chargée de plaidoyer déchets aquatiques pour Surfrider Foundation Europe : « Le plastique est un indéniable facteur de pollution de l'océan, des écosystèmes et de la santé humaine. Les lobbies des industries fossiles et pétrochimiques doivent être tenus pour responsables et cesser d'interférer dans les négociations. La majorité d'Etats ambitieux doit maintenir le cap vers un traité efficace incluant des mesures contraignantes de réduction de la production plastique, d'interdiction des éléments chimiques toxiques et des plastiques à usage unique, de prévention des microplastiques, malgré les freins de certains pays. »

La réaction de Charlotte Souлары, responsable plaidoyer pour Zero Waste France : « Cette semaine, pays producteurs et lobbys du plastique ont tout fait pour ralentir les efforts de négociation d'un traité contraignant portant sur l'ensemble du cycle de vie du plastique. Se focaliser sur le recyclage est une erreur, comme le seraient les crédits plastiques et autres fausses solutions qui ne font que perpétuer la production de plastique, aggravant la triple crise climatique, de la biodiversité et de la pollution chimique.

Il en va de la responsabilité de la France et de l'UE de continuer à défendre l'ambition du texte et la nécessité d'un véritable travail intersessionnel afin d'aboutir dans le calendrier prévu, mais aussi de soutenir la transition à domicile dans chaque secteur économique pour se passer du plastique. »

D'autres réactions des associations membre du mouvement international Break Free From Plastic sont à lire [ici](#).

La semaine en détail

La majeure partie de la semaine INC-3 a été consacrée à trois groupes de contact. Le groupe de contact 1 a examiné les deux premières parties de l'avant-projet zéro : Partie I (Préambule, objectif, définitions, principes et champ d'application) et Partie II (Polymères plastiques primaires, produits chimiques et polymères préoccupants, plastiques problématiques et évitables, efforts, conception des produits -y compris la réutilisation-, substituts, responsabilité élargie du producteur, émissions, gestion des déchets, commerce, pollution plastique existante, transition juste et transparence).

Le groupe de contact 2 s'est concentré sur les deux autres parties : Partie III (financement et renforcement des capacités), et Partie IV (plans nationaux, mise en œuvre et conformité, rapports et suivi).

Enfin, le groupe de contact 3 a discuté du rapport de synthèse contenant des éléments qui n'avaient pas été discutés lors des réunions précédentes et des travaux intersessions.

Au cours de la semaine, les organisations civiles ont mis en évidence les conflits d'intérêts au sein du processus INC-3, en commençant par [la publication d'une analyse des participants révélant que 143 lobbyistes de l'industrie des combustibles fossiles et des produits chimiques se sont inscrits à INC-3](#), soit une augmentation de 36 % par rapport à INC-2 ; certains d'entre eux étaient inscrits sous les délégations de six États membres. Le nombre de lobbyistes de l'industrie était nettement supérieur à celui des 38 participants de la Coalition des scientifiques pour un traité efficace sur les plastiques. Au début de la semaine, les organisations civiles ont également [réagi à la formation d'un groupe "de même opinion"](#) émergent parmi certains pays producteurs de plastique.

L'INC-3 a convenu que le prochain cycle de négociations (INC-4) se tiendra à Ottawa, au Canada, du 21 au 30 avril 2024, et l'INC-5 à Busan, en République de Corée, du 25 novembre au 1er décembre 2024. L'ambassadeur Luis Vayas Valdiviezo (Équateur) a été confirmé dans ses fonctions de président pour le reste du processus de l'INC.

À propos de Break Free From Plastic

#BreakFreeFromPlastic est le mouvement mondial qui œuvre pour un avenir sans pollution plastique. Plus de 12 000 organisations et individus du monde entier se sont rassemblés pour exiger des réductions des plastiques à usage unique et pour plaider en faveur de solutions durables à la crise de la pollution plastique. Les membres du mouvement BFFP travaillent ensemble pour apporter un changement systémique en s'attaquant à la pollution plastique tout au long de la chaîne de valeur - de l'extraction à l'élimination - en se concentrant sur la prévention plutôt que sur les mesures correctives. <https://www.breakfreefromplastic.org/>

À propos de Surfrider Foundation Europe

L'ONG Surfrider Foundation est un collectif d'activistes positifs qui agit concrètement sur le terrain au quotidien pour transmettre aux générations futures un Océan préservé. Notre mission : porter haut et fort la voix de l'Océan ! Nos armes ? Sensibiliser et mobiliser les citoyens, enfants comme adultes (notamment grâce à 48 antennes bénévoles dans toute l'Europe), utiliser notre expertise scientifique pour porter des actions de lobbying et transformer les entreprises. Découvrez l'association sur <https://surfrider.eu/> ou via cette [vidéo](#).

À propos de Zero Waste France

Créée en 1997 sous le nom du Cniid, Zero Waste France est une association citoyenne et indépendante qui milite pour la réduction des déchets et une meilleure gestion des ressources. Elle agit auprès de tous les publics (citoyen·nes, élu·es, professionnel·les, entreprises...) à travers quatre missions : faire avancer les politiques publiques, informer les citoyen·nes et décrypter les enjeux, analyser les textes de loi et dénoncer les entreprises, accompagner les actrices et acteurs de terrain. <https://www.zerowastefrance.org>

CONTACT :

Surfrider Foundation Europe | Lionel Cheylus | Responsable relations médias | 06 08 10 58 02 | lcheylus@surfrider.eu

Zero Waste France | Manon Richert | Responsable Communication | 07 52 02 59 70 | manon.richert@zerowastefrance.org